Après le rassemblement de soutien aux Goodyear, pour une vraie lutte contre les licenciements !

Nous avions suivi le feuilleton de l'usine Goodyear à Amiens, avec le personnage invraisemblable du patron de Titan qui veut reprendre l'activité mais sans ses « soi-disant ouvriers » qui « ne travaillent que trois heures par jour » et leur « syndicat communiste ». Puis avec le ministre Montebourg qui pour masquer son incapacité à défendre les travailleurs/ses fait des sorties chauvines. Le problème, c'est qu'il y a toujours 1173 salariés qui vont perdre leur emploi. Un accord vient d'être signé qui entérine les licenciements, avec certes des primes apparemment triplées par rapport à ce qui était prévu initialement, mais qui n'empêchent pas une nouvelle catastrophe sociale pour des milliers de personnes et toute une région.

Et la liste est nombreuse des patrons qui mettent à la rue celles et ceux qui les ont enrichis : PSA, Sanofi, Fralib, et plus récemment la vague bretonne : Tilly Sabco, Doux, Gad… Les acteurs principaux, ceux sur qui reposent en réalité l'économie, sont remerciés comme des figurants.

Le 17 janvier, malgré la pluie, 300 personnes se sont réunies devant l'usine occupée d'Amiens, pour soutenir les Goodyear. L'initiative avait été lancée par la CGT d'Arcelor et une dizaine de délégations de syndicats ont répondu à l'appel, dont Renault Cléon, PSA Aulnay, General Motors Strasbourg, Fralib, CGT Somme, des camarades CGT du transport routier, de SUD PTT, ainsi que plusieurs dizaines camarades du NPA, dont Philippe Poutou… En revanche, ni le secrétaire général de la CGT Thierry Le Paon, à qui la CGT Goodyear avait demandé de venir leur rendre visite après qu'il ait osé se désolidariser de la séquestration légitime de deux cadres, ni aucun-e autre représentant confédéral, n'était présent ; ils étaient occupés sans doute à palabrer avec les chefs du MEDEF et du gouvernement au nom du « dialogue social » !

Malheureusement, la convergence des colères n'a pas vraiment pu se concrétiser. Les travailleurs de Goodyear sont restés dans l'usine, qu'ils occupent, et très peu ont eu un contact avec leurs soutiens. Le leader CGT Mickaël Wamen est sorti pour prendre la parole et a fait un discours plutôt correct contre les licenciements, les patrons et le gouvernement, mais il est rentré aussitôt après, sans écouter les autres interventions, en disant qu'il devait rejoindre l'AG quotidienne. C'est la poursuite d'une politique d'isolement qui ne peut que conduire dans le mur.

Les travailleurs de Goodyear ont mené une lutte courageuse et déterminée depuis la première annonce de fermeture 2007, en revendiquant à juste titre le maintien des emplois et non de meilleures indemnités comme cela se fait dans la plupart des luttes comparables. Défendus par l'avocat Fiodor Rilov, ils ont réussi à mettre en échec le plan de fermeture et de licenciements par la voie juridique, mais aussi par de nombreuses actions, souvent ponctuées d'affrontements avec la police, devant les tribunaux comme dans la ville d'Amiens. Cependant, la CGT Goodyear n'a rien fait pour aller vers la coordination des boîtes en lutte, même quand elle emportant des victoires judiciaires et alors que sa fermeté sur la revendication de maintien des emplois aurait pu montrer la voie pour que les travailleurs/ses des autres boîtes s'en emparent et réalisent sur cette base la convergence de leurs luttes.

L'alternance PS-UMP n'a été qu'un changement de marionnettes au-dessus de cette vague de licenciements démarrée depuis la crise de 2008. Il n'y a qu'un seul moyen pour obtenir des résultats : construire un rapport de force. Tous les licenciés et toutes les licenci'elles sont dans la même barque, mais plus largement ils et elles sont capables d'entraîner bien au-delà : d'autres travailleurs des mêmes groupes, d'entreprises locales ou sous-traitantes qui seraient menacées par ricochet…

Des travailleur-se-s prêt-e-s à en découdre, il y a en a. Il faut plus que jamais que les militant-e-s combatif-ves fassent tout pour tisser les liens qui manquent cruellement aujourd'hui, pour qu'une grève unie et massive ait un impact important sur les profits des capitalistes et puisse ainsi peser dans le rapport de forces.

Le 12 février 2013, un rassemblement avait déjà eu lieu devant le siège social de Goodyear France à Rueil [renvoyer à l'article]. 2000 personnes étaient présentes, dont 750 Goodyear et de nombreux salarié-e-s d'autres boîtes et militants du mouvement ouvrier venus en soutien. Un meeting à Sciences Po contre les licenciements avait été organisé le 24 janvier, puis un rassemblement de soutien aux travailleurs-ses de PSA Aulnay le 5 février… Mais les syndicats parties prenantes, notamment la CGT PSA Aulnay et la CGT Goodyear, n'avaient pas voulu aller plus loin et constituer une véritable coordination nationale contre les licenciements, qui était pourtant possible et reste plus que jamais nécessaire.

L'occasion a été de nouveau manquée ce 17 janvier de lancer un tel collectif, ou au moins de prévoir dores et déjà des initiatives communes contre les licenciements.

Quant aux confédérations syndicales, elles qui ont pourtant encore une capacité de frappe importante, elles restent encore et toujours dans une passivité complice — ou ne sont « actives » que pour les « concertations » sur les contre-réformes du pouvoir. Une journée de grève a été fixée pour le 6 février, « pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la protection sociale »… D'un côté un appel incantatoire d'un jour, de l'autre rien de sérieux pour fédérer les colères de celles et ceux qui, ici et maintenant, sont en train de tout perdre. Il faut une perspective unifiante, celle d'une grande manifestation centrale contre les licenciements, ouvrant la voie à une grève

générale qui paralyse l'économie.

Et, pour empêcher les licenciements, il faudra la nationalisation sous contrôle des travailleurs/ses des entreprises qui licencient ! Si les capitalistes sont incapables de maintenir les emplois, ils doivent être expropriés sans indemnité ni rachat ! Ce n'est pas à nous de payer la faillite de leur système !

Julien Varlin, le 23 janvier 2014